

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 19 NOV.
AU 2 DEC. 1975
5e ANNEE

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

giscard l'américain

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 214 3F.



la presse au crible

repères

Des patrons en prison. Des juges « rouges ». Un conflit politique, social, idéologique peut-être. Mais surtout le drame quotidien des accidents du travail, et cette justice qui bouge tout à coup. Pour le meilleur ou pour le pire ? (notre dossier).

En tout cas un mouvement de fond, semblable à ceux qui font brusquement apparaître un « patron de gauche » (Claude Neuschwander) ou qui sont à l'origine d'un engagement politique et spirituel (Georges Montaron). D'accord ou pas, comment pourrions-nous ignorer ces hommes et leurs combats ? (rubrique Lire)

Là se trouvent peut-être les faits porteurs de révolutions futures, tandis que partis et pays réputés « révolutionnaires » s'empêchent dans leurs contradictions (nos articles sur le Parti communiste et sur le Portugal), ou continuent de faire peser leur dictature figée et totalitaire (l'affaire Sakharov).

Tel est le mouvement profond de la vie, que nous refusons de traiter selon les modes et en flattant les instincts, comme certains hebdomadaires qui provoquent notre mauvaise humeur.

Cette vie est chose trop grave. Comme la mort d'ailleurs, ce nouveau tabou. La mort du soldat (notre article sur le 11 novembre) qui, comme dit Clavel, peut être « le plus juste des hommes en vertu de tout ce qu'il risque pour la justice », comme celle que les hommes affrontent avec des sentiments très variables selon les époques (l'article de Gérard Leclerc). Mais cette mort aujourd'hui « interdite », cette mort « technicienne » des hopitaux, ce débat autour de l'euthanasie n'annoncent-ils pas les enfers glacés de l'avenir ? (notre critique de « 2024 »).

Et puis, au-dessus de nos têtes, il y a l'équilibriste, le magicien des mots, l'homme qui orchestre avec grâce notre déclin : il y a Giscard l'Américain...

VIOLENCES...

Récemment, dans LA LETTRE DE LA N.A.F., Bertrand Renouvin mettait en garde contre certaines exploitations de la violence. Certes, elle s'étale partout. LE POINT évoque cette semaine les truands en culottes courtes (17 novembre).

Des enfants « rackettés » par d'autres enfants. C'est la dernière nouveauté de la délinquance infantile. Dans plusieurs grandes villes et à Paris, elle a pris des proportions alarmantes.

Une foule d'exemples est fournie. La télévision avec ses « séries américaines » est mise en cause. Une analyse du phénomène est esquissée. Bien. Mais là où nous retrouvons les craintes de Bertrand Renouvin, c'est lorsque la crispation sur la question produit une sorte de fascination et une idéologie de la répression. Il ne s'agit pas de l'honnête peur du gendarme.

« Notre seul remède, à court terme, c'est de déverser du flic. Carré, costaud, voyant. Cela fait se gausser les esprits forts, mais cela arrête encore des jeunes, hésitants et inexpérimentés », dit un haut fonctionnaire de la préfecture de police lilloise.

A court terme, mais en profondeur ? Il existe une dialectique de la violence et de la répression, où l'une s'alimente de l'autre, où l'une et l'autre participent de la même philosophie, assez courte. De ce point de vue l'étude de M. de Plunkett sur les loubards et la violence urbaine publiée par SPECTACLE DU MONDE (novembre 1975) ne manque pas d'intérêt.

Chiffres en main, un groupe d'experts américains vient d'établir, au crible des modèles économétriques, le profil contemporain du criminel urbain :

— Il est faut, démontre M. Gary Becker, de l'Université de Chicago, que le criminel soit un produit de l'environnement social. C'est la plupart du temps un homme de décision, qui « choisit » le crime.

M. Gordon Tullock, du Virginia Polytechnic Institute, précise :

— Il n'y a plus de doute. Les économistes américains, canadiens et britanniques s'accordent à prouver que la sanction pénale a sur la criminalité un effet dissuasif.

Diagnostic confirmé par le principal « criminologue économique » des Etats-Unis, le Professeur Isaac Ehrlich, de Chicago, qui affirme : « Une exécution capitale prévient dix-sept assassinats. »

Voilà au moins des affirmations qui ne souffraient pas de nuances. Les conséquences à tirer sont particulièrement nettes. On nous raconte ensuite l'histoire d'un universitaire américain plutôt progressiste touché par la grâce policière. Un naïf abasourdi par la réalité, en quelque sorte et découvrant la nécessité du flic. Ce serait banal, si cette petite histoire n'intervenait dans la trame camouflée de cet article : Il y a deux camps, celui des crapules parfaitement responsables, le plus souvent gauchistes, et soutenus par les évènements acquis à la subversion. Et puis, celui de l'ordre superbe et inattaquable.

M. Pierre Gaxotte le dit sans apprêt, dans la même publication : **Qui veut se dire de droite ? « L'ordre et la loi », ce serait un programme !** Contre les loubards, les fauteurs de trouble des manifestations antifranquistes. Et pourquoi pas les « zinzins » dénoncés par ce délicieux Poniatowski ? Pensez : notre civilisation est menacée. Mais quelle civilisation ? celle du libéralisme, de la propriété, nous dit l'académicien. Bien sûr. L'ordre mais quel ordre ?

LA FRANCE DE REGIS DEBRAY

LE QUOTIDIEN DE PARIS (15 novembre) publie des bonnes feuilles du prochain livre de Régis Debray : « Les Rendez-vous manqués. » Il s'agit nous dit-on, d'une sorte d'autobiographie collective retraçant l'itinéraire de la génération qui eut vingt ans dans les années 60.

Rappelez-vous : le Cid et Lorenzaccio remisés au magasin des accessoires, Belmondo succédait à Gérard Philippe, le gouailleux cynique au héros éthique, l'aventurier débrouillard au tragédien de la communion populaire. Coup de chapeau un peu hagard à l'Histoire qu'on déserte, Malraux donnait aux autoroutes un supplément d'âme.

Déjà Giscard d'Estaing perçait sous le Grand Charles. Quant à nous, on attendait Spartacus : ce fut Pompidou. Notre beau rêve, la France — ce scandale historique sans pair ni précédent — rentrait dans le rang et devenait une province américaine, astiquée et sinistre comme toutes les autres : plus surprenante que la Suisse, moins plate que la Hollande, une Belgique de 500 000 km². Le Grand Connétable celtique qui promettait croisades à ses féaux et traitait

ses grognards en félons présida en fait à cette morne « modernisation ».

C'est évidemment bourré d'injustices, mais ça ne manque ni de souffle, ni de charme : « notre beau rêve, la France. » Régis Debray serait-il antigauliste de regret ? Dans sa sensibilité, son goût pour l'écriture, il y a quelque chose de barrésien. Un barrésien avec son Boulanger à lui : Mitterrand...

Mitterrand était l'avenir, mais il arrivait trop tard dans un monde trop neuf. Personne d'autre, alors, n'eût fait mieux que lui. Il fut parfait jusque dans ses défauts, qui étaient les nôtres. C'est nous qui l'avions chargé comme un baudet de tous les impedimenta de la Morale — solennité, justesse, émotion, intégrité —, nous les prétentieux trainards d'une Histoire qui court plus vite que nous.

Face à Giscard, l'homme du spectacle, de l'illusion aux couleurs de la modernité, un chevalier grand défenseur des pures valeurs devant l'éternel. C'est quand même beaucoup. Mitterrand après le « che », Boulanger on vous dit !

LA MORT D'HELENE

Dans LE MONDE du 16 novembre, notre ami Gabriel Matzneff raconte comment Hélène, une jeune femme russe exilée à Paris, s'est donnée la mort. Contestataire, elle avait été internée avec son mari dans un hôpital psychiatrique « spécial ». Le couple avait pu ensuite gagner Paris.

A Moscou, ils me parlaient de l'Occident avec un enthousiasme naïf, ils brûlaient du désir de vivre en Europe de l'Ouest, et se fâchaient presque contre moi lorsque je leur représentais les tristesses de l'exil, ses difficultés, son cortège de déceptions. A Paris, malgré la gentillesse, la chaleur amicale et les soins que leur témoignait la famille française qui les prit en charge, Youri et Hélène devaient très vite éprouver une irrémissible nostalgie de la patrie perdue. Brûlure si douloureuse que, moins de deux ans après leur arrivée en Occident, ces deux adversaires passionnés du régime communiste se présentaient au consulat d'Union soviétique à Paris et sollicitaient l'autorisation de rentrer chez eux. Leur requête fut repoussée.

Il y a là de quoi méditer. Sur la patrie perdue, mais aussi sur ce décevant Occident...

Jacques BLANGY

p.c.: entre la chèvre et le chou

Le parti radical n'est ni mort ni moribond. Il revit au contraire. Mais incarné dans l'organisation que dirige M. Marchais. Galéjade ? Pas tout à fait.

Le texte préparatoire soumis aux sections avant le XXII^e congrès ménage en effet soigneusement la chèvre et le chou comme savaient si bien le faire les rédacteurs de motions radicales au temps de la III^e République.

Côté chèvre : les trois premières parties du texte. On y fait force références aux libertés, à l'alternance, au rôle déterminant du suffrage universel. On y parle pour la première fois de socialisme *démocratique*. Ce vocable de socialisme démocratique aurait été lancé par la social-démocratie en opposition au socialisme de l'Union soviétique. Or si l'on se rappelle à quel point la terminologie du Parti s'apparente à un rituel jalousement préservé par les brahmanes du temple communiste, on peut apprécier l'importance de la concession verbale.

Côté chou : la portion terminale du texte qui rappelle que le parti est l'avant-garde irremplaçable conduisant au socialisme. Le texte, d'un dogmatisme rigide, insiste sur le caractère douteux d'un allié socialiste toujours tenté par la collaboration de classe, insiste sur la nécessité de la lutte de masse dans les entreprises pour mettre fin au règne du grand capital. Enfin, pour la première fois depuis 1972, l'accent est mis sur l'instauration du socialisme dont la « démocratie avancée » prévue en application du Programme Commun ne constitue qu'une étape transitoire.

C'est Jean Kanapa qui a rédigé cette motion. Il ne fallait rien moins que l'habileté besogneuse de ce polygraphe contorsionniste qui est le chantre depuis trente ans de toutes les lignes successives et contradictoires du P.C. pour marier Lénine et Willy

Brandt sous la bannière du management de choc.

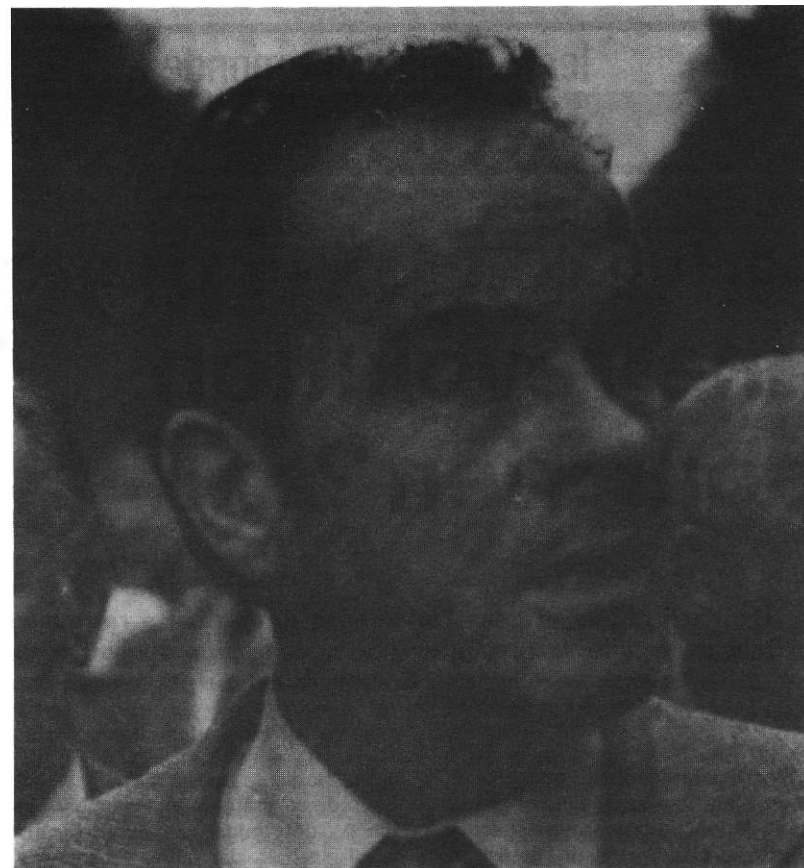
LE MIRAGE ITALIEN

Mais il est douteux que ce subtil texte de synthèse suffise à sortir le Parti d'une contradiction qui devient insurmontable.

Contradiction stratégique qui engendre des oppositions de personnes au sein du bureau politique.

D'une part, des hommes comme Marchais ou Piquet souhaiteraient adopter la stratégie du P.C. italien avec lequel un document commun vient d'être d'ailleurs signé. Cette stratégie consiste à rassurer, en jouant à fond le jeu légal et en présentant le parti comme le meilleur gestionnaire de la société industrielle. Elle a permis au P.C. italien de passer de 19 à 33 % des voix entre 1945 et 1975. Elle l'a amené à la tête des principales villes italiennes dont Turin, Bologne, Florence et Naples. Sa réussite suppose plusieurs conditions qui sont remplies en Italie et non en France.

D'abord qu'un parti d'apparatchiks comme l'est tout P.C. soit adapté aux conditions de la vie politique. C'est le cas en Italie dont le régime est une partitocratie. Dans ce pays, toute promotion sociale passe par l'allégeance à un parti. Les personnes à la tête des partis comptent relativement peu par rapport à l'appareil lui-même. Dans ces conditions, c'est l'appareil le mieux huilé qui gagne. La démocratie chrétienne, usée par le pouvoir, divisée en plusieurs dizaines de courants et sous-courants, corrompue de façon invraisemblable, cède donc régulièrement du terrain à un P.C.



dont les gestionnaires passent pour honnêtes et efficaces.

FEUE LA PARTITOCRATIE

En France, au contraire, l'élection présidentielle, en personnalisant le pouvoir, a affaibli les partis. Les républicains indépendants n'étaient rien mais Giscard a été élu grâce à sa maîtrise des médias et à l'étendue de ses réseaux de relations personnelles. Et ni l'U.D.R. ni le P.C. et le P.S., partis structurés, n'ont pu faire élire leurs candidats.

L'actuelle progression du P.S. est liée à 80 % au prestige de Mitterrand. Mais aucun des bureaucrates du P.S. fonctionnaires sans originalité ni magnétisme personnel ne peuvent « personnaliser » le parti. Les façons d'Al Capone pensif de Marchais effraient là où Mitterrand séduit et où Giscard rassure.

De plus la médiocrité des bureaucrates communistes les a empêchés de se dégager entièrement — malgré certaines prises de distance — d'une fidélité crispée à l'U.R.S.S. qui, elle aussi, fait peur. Les communistes italiens, formés à l'école de Gramsci et Togliatti, n'hésitent pas, eux, à condamner fréquemment l'U.R.S.S. sans douceur.

UN LENINISME DU PAUVRE

Du coup, les Leroy, Chambaz et autres Fajon qui constatent que la stratégie d'Union de la Gauche condamne le P.C. à être un second de moins en moins brillant dans cette coalition, souhaitent un retour à la tradition léniniste.

Mais le P.C., embourgeoisé, n'est plus aguerri par la clandestinité d'avant 1939. Et la classe ouvrière pense plus à payer les traites de la voiture qu'à faire la révolution. La crise conduit même les salariés à bouger le moins possible de peur d'être licenciés.

Le P.C. ne peut donc ni ne veut revenir totalement à la lutte semi-insurrectionnelle. Mais, en se livrant à une politique d'agitation partielle dans les entreprises, il referra aussi peur que dans les années cinquante... ce qui l'amointrira encore un peu plus sur le plan électoral.

Le XXII^e congrès verra-t-il l'entrée au bureau politique d'un Juquin qui viendrait renforcer la position de la « ligne Marchais » ? Verra-t-on au contraire la promotion d'apparatchiks, médiocres qui cherchent à satisfaire leur dérisoire volonté de puissance en dirigeant une secte de robots de combat ? Peu importe ! De toute façon le P.C. est perdant d'avance. Un appareil léniniste n'est pas récupérable pour la conquête du pouvoir dans la France de 1975.

Arnaud FABRE

ERRATUM

Une erreur de transmission téléphonique a amené la rédaction en chef de la N.A.F. à glisser une inexactitude dans l'article de Michel Saint-Ramé sur la loi Foncière (N.A.F. du 25-10-75) : la loi concerne bien sûr le plafond légal de densité (P.L.D.) et non le coefficient d'occupation des sols (C.O.S.).

portugal: une révolution pour rien ?

Née dans la joie et dans l'allégresse de la liberté retrouvée par tout un peuple, la révolution portugaise après dix-huit mois risque de tourner en tragédie. Comment est-on parvenu à une telle extrémité ?

Six gouvernements en dix-huit mois n'ont pu appliquer ni seulement définir un programme. Aucune réforme, aucun travail gouvernemental sérieux. L'enseignement attend une véritable démocratisation, la situation économique est désastreuse, le déficit extérieur augmente et la réserve d'or sur laquelle le pays vit depuis avril 74 s'amenuise chaque jour un peu plus. Toute l'énergie du gouvernement consiste à s'assurer des alliances et des fidélités pour endiguer le processus révolutionnaire et gauchisant. De toute évidence un fédérateur a manqué à cette libération, un homme au-dessus des partis capable de traduire en actes politiques les aspirations profondes d'un peuple qui depuis dix-huit mois est manipulé par des organisations aguerries dans la clandestinité mais peu préparées à la relève. Quant aux Portugais, maintenant dans l'ignorance pendant cinquante ans, peu politisés, à défaut de savoir ce qu'ils veulent ils ont des aversions bien arrêtées : la dictature et la misère. Il n'est pas sûr du tout que les dirigeants actuels les en aient définitivement écarté. Les chômeurs sont au nombre de trois cent mille, les réfugiés de l'Angola plus de deux cent mille déjà, et il en arrive chaque jour. Ils seront cinq cent mille à la fin de l'année qui grossiront le nombre de mécontents prêts à l'aventure.

LES PARTIS DE L'ETRANGER

Rien n'est donc prévisible pour le Portugal, le jeu des forces politiques en présence étant très complexe et les partis étant manipulés de l'étranger. Le Parti socialiste — bien qu'il s'en défende — partisan d'une social-démocratie de type allemand ou anglais est financé par les Etats-Unis, par l'entremise du S.P.D. allemand. Quant au Parti communiste, les Fonds qu'il reçoit transitent par la Banque soviétique de l'Europe du Nord

dont le siège est à Paris. Le jeu des deux grandes puissances est donc déterminant d'autant plus qu'il se fait par alliés européens interposés. Seul un pouvoir politique légitime et responsable aurait pu véritablement faire la révolution en échappant aux pressions extérieures. Mais qu'est-ce que le P.S., mélange de démocratie chrétienne et de parti travailliste qui, bien qu'au pouvoir à Lisbonne, n'est pas maître de la situation ? C'est une force électorale, ce n'est pas une force militante, encore moins un grand courant populaire. Inversement d'autres composantes moins puissantes électoralement sont organisées et armées militairement (de l'extrême gauche à l'extrême droite).

SOCIAL-DEMOCRATIE OU DICTATURE MUSCLEE ?

Depuis avril 74 la dynamique révolutionnaire s'est durcie du socialisme au socialisme révolutionnaire puis maintenant au pouvoir du peuple. Les S.U.V. (Soldats Unis Vaincraient) dans les casernes, les T.U.V. (travailleurs unis vaincraient) dans les ateliers et usines sont l'illustration de cette évolution. Mais la majorité des Portugais sont las de la gabegie et désirent un retour au calme dans la consolidation de leurs droits reconquis. Mais retour au calme ne signifie pas qu'ils sont sur le point d'adhérer en masse à la social-démocratie « suggérée » par l'Amérique. Des mouvements plus spécifiquement portugais peuvent voir le jour d'ici les élections de 1976, à condition que la vie politique soit clarifiée, à condition aussi qu'un coup de force n'intervienne pas d'ici-là. L'U.R.S.S. est-elle prête à sacrifier la détente en Europe occidentale et son image de marque devant l'assurance de posséder une tête de pont sur l'Europe atlantique ? Les Etats-Unis tenteront-ils de formenter une guerre civile dans ce pays ? Une chose est sûre : les Etats-Unis mi-



sent par conviction et par intérêt sur une Europe convertie à la social démocratie anglo-saxonne ou scandinave. Leurs meilleurs alliés sont dans ce camp et adhèrent à ce type de société. Il semble pour eux que ce soit le meilleur moyen de faire une Europe à leur image.

La France giscardienne ne s'empresse-t-elle d'ailleurs pas avec une délectation et un zèle peu ordinaires de nous préparer ce modèle suédois à la française qui est paraît-il le nec plus ultra, le fin du fin des temps modernes ?

Pierre AYMÉ-MARTIN

staline, brejnev même goulag

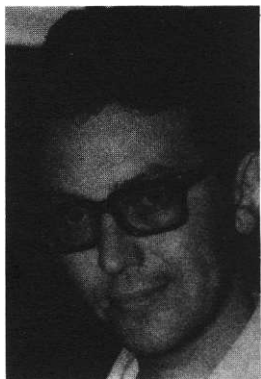
Ainsi, Sakharov n'a pas reçu son visa. La distance séparant Oslo d'Helsinki est encore trop longue pour les dirigeants soviétiques. En refusant au Prix Nobel de la Paix le droit de se rendre dans la capitale norvégienne, les patrons du Kremlin ont déçu les ultimes espoirs de ceux qui, malgré tout, persistaient à croire. Voilà 65 ans qu'ils espèrent.

● Voilà 65 ans qu'ils se trompent, croyant tout à tour que les excès de Lenine sont dus aux passions déchaînées par la révolution plus qu'à la volonté d'un seul homme ; croyant que Staline n'est qu'une « erreur de l'histoire » ; croyant que Khrouchtchev va tout changer, que s'il n'en a rien fait, c'est que le temps ne lui en a pas été laissé ; croyant que la venue au pouvoir d'un triumvirat évitera la toute puissance d'un seul ; croyant enfin en la vertu des traités internationaux signés en grande pompe devant les représentants de l'humanité. Cruelles erreurs. Car si Khrouchtchev a condamné Staline, si Brejnev a renversé Khrouchtchev, l'asservissement du peuple russe demeure le même. Les hommes se succèdent, la terreur reste. Fâcheux mélange de stabilité dans le changement. Les in-

trigues de palais aidant, M. Brejnev sera à son tour éliminé. Gageons cependant qu'avec son successeur, les choses resteront demain ce qu'elles sont aujourd'hui.

Mais l'histoire a ses leçons que nous ne pouvons ignorer. Ainsi nous enjoint-elle de ne pas désespérer. En interdisant à Sakharov de sortir d'Union soviétique, en privant Maximov de sa nationalité, le pouvoir soviétique ne fait que s'effriter davantage. A pourchasser les meilleurs fils de la Russie, les dirigeants ne s'appuieront bientôt que sur les cadres communistes — mus le plus souvent par un souci carriériste —, et la masse apathique des Soviétiques lassés par tant de propagande et si peu de bien-être. L'alcoolisme, la corruption, la dépravation sont de plus en plus répandus en Union soviétique. Sakharov, après tant d'autres, en a témoigné. Ces témoignages valent à leurs auteurs d'être systématiquement pourchassés. Pourquoi donc les autorités soviétiques font-elles taire ceux qu'il faudrait écouter ? La peur, camarades, savez-vous ce que c'est ?

Youri ALEXANDROV



par
Gérard
leclerc

une société devant la mort

Le dernier ouvrage de Philippe Ariès arrive vraiment au moment opportun (1). Depuis un mois, le village planétaire suit l'interminable agonie du général Franco, et remue des images où dans l'espace aseptisé d'un hôpital les hommes en blanc montent la garde sur un vieillard bardé de son appareillage sophistiqué. « Une agonie royale » ont dit quelques journalistes, face à ce mourant livré au public et au prurit de l'information médicale. Les lecteurs d'Ariès savent que ce n'est pas exact, parce que d'abord le roi n'était pas seul à mourir en cérémonie, devant les autres. C'était le lot de tous ses sujets. Ensuite, parce que, autrefois, le mourant assumait (et non maîtrisait, comme disent les cuistres et les imbéciles d'aujourd'hui) sa propre mort, prenant congé des siens, réglant ses affaires, les yeux déjà tournés vers l'au-delà. Sa propre agonie a-t-elle inspiré à Franco, le mot poignant du Père de Dainville se libérant brusquement de son appareillage infernal : « On me frustre de ma mort. » ? (2) Non pas : on m'empêche de mourir, mais ; on ne me laisse pas regarder ma mort en face et me livrer à elle. Ce mot, des milliers d'hommes transformés en automates peuvent le prononcer, en tout cas, aujourd'hui.

Entendons-nous. Il y a des réquisitoires singulièrement faciles contre la médecine moderne. Je n'ai nulle envie d'y joindre ma voix. D'ailleurs notre expérience nous montre chaque jour des médecins confrontés aux situations les plus difficiles et qui y répondent en associant le meilleur des techniques et une infinie délicatesse humaine. J'ai devant les yeux une publication consacrée aux thérapeutiques des souffrances terminales. Il serait vraiment bien sot de se priver des re-

mèdes qui rendent la douleur un peu moins insupportable. On nous décrit une expérience tout à fait originale, réalisée à Saint-Christopher's dans la banlieue de Londres pour accueillir les grands malades. Les analgésiques ne sont pas les seuls moyens à la disposition du personnel de cet hôpital, ils sont d'ailleurs employés avec discernement. Il y a le reste qui résulte non du traitement psychologique (mot hideux) mais de cette politique du cœur qui se met au service du malade et de sa famille (3).

LA MORT INVERSEE

Il est hors de question de régler ainsi l'ensemble des problèmes moraux posés par le progrès des techniques de survie. D'autant plus qu'ils sont multiples et toujours individualisés. On peut remarquer simplement, en se laissant aller au cours des réflexions qu'inspire le livre de Philippe Ariès, qu'il existe un art de mourir qui échappe autant à la robotisation des moribonds qu'à l'idéologie des tenants de l'euthanasie. Assumer sa mort, ce n'est pas se suicider, c'est avoir assez d'humilité pour reconnaître sa finitude terrestre et savoir accueillir les derniers instants comme nos ancêtres le faisaient.

Précisément, nos ancêtres étaient à l'opposé de nos mentalités actuelles. *A subitanea morte, libera nos domine*, chantait-on dans la litanie des saints. De la mort subite, délivrez-nous Seigneur. Aujourd'hui, cette mort subite on la réclamerait plutôt comme une chance. — Il a eu une belle mort, dit-on couramment, il ne s'est pas vu mourir. Voilà qui jadis eut semblé scandaleux. Lisons Ariès : « On ne meurt pas sans avoir eu le temps de savoir qu'on allait mourir. Ou alors c'était la mort terrible, comme la peste ou la mort subite, et il fallait bien la présenter comme exceptionnelle, n'en pas parler. Normalement donc, l'homme était averti. » Averti par des signes naturels, par une intime conviction. Alors, on peut se préparer, « ce gisant au lit malade ». Assisté par ses parents, ses voisins, le prêtre. C'est une véritable cérémonie qui commence, présidée par le mourant : « Il appelait un à un ses parents, ses familiers, ses domestiques... Il leur disait adieu, leur demandait pardon, leur donnait sa bénédiction. Investi d'une autorité souveraine, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, par l'approche de la mort, il donnait des ordres, faisait des recommandations, même quand le moribond était une très jeune fille, presque une enfant. »

Evidemment, il ne faudrait pas croire que les sentiments devant la mort n'ont pas évolué entre le bas moyen-âge et le tournant décisif de notre époque. Ainsi, à partir des XI^e XII^e siècles, l'historien discerne des changements très sensibles : familial de la mort, l'homme du moyen-âge l'était jusqu'alors du fait d'un mode de vie profondément socialisé qui imposait l'idée d'un destin collectif, d'une cohabitation avec les morts. A ce moment va s'introduire le souci de la particularité de chacun. La théologie du jugement particulier s'affirme, la sensibilité s'émeut devant la corruption des corps, la brièveté de l'existence, les sépultures de collectives qu'elles étaient tendent à s'individualiser. Il est vrai que cela est plus vrai pour les classes riches qui découvrent, alors, le tragique de la mort de soi.

A partir du XVIII^e siècle, c'est un autre tournant, la mort est exaltée, dramatisée. Mais on ne s'occupe pas tant de sa propre mort que de celle de l'autre. Elle est ressentie comme un rupture qui s'exprime dans l'univers des fantasmes érotiques, puis dans la réalité des gestes. Le deuil se développera au XIX^e siècle de façon prodigieuse. Les survivants acceptent plus difficilement qu'autrefois la mort de l'autre et ils le manifestent.

Nous sommes en plein romantisme. Mais le positivisme prendra largement sa part dans le culte funéraire, les commémorations, la mémoire de l'humanité, l'immortalité subjective. L'Eglise suivra le mouvement. De là, le développement de la piété dans les cimetières, l'entretien des tombes. On pourrait dans la perspective générale de cette histoire du sentiment, étudier la naissance de certains thèmes du nationalisme à la fin du siècle précédent : la terre et les morts, la nation comme survie collective. De même, un écrivain comme Maurice Barrès a subi la fascination de son temps et toute son œuvre pourrait être caractérisée à la fois par le refus et une trouble volupté pour la mort.

Par rapport au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle nous avons marqué une rupture fondamentale, qui est rupture avec les sociétés traditionnelles en général. Nous en sommes à la mort inversée, à la mort interdite. La mort est devenu un tabou comme jadis le sexe. On n'en parle pas. On n'en parle plus au malade. Mieux, ou pire : on meurt seul, rarement chez soi, trois fois sur quatre à l'hôpital. Le deuil tend à disparaître. L'incinération vise à effacer parfois presque au souvenir. « Ainsi, pendant le dernier tiers de siècle, un phénomène énorme s'est produit, qu'on commence seulement à apercevoir : la mort, cette compagne familière, a disparu du langage, son nom est devenu interdit. A la place des mots et des signes que nos ancêtres avaient multipliés il s'est répandu une angoisse diffuse et anonyme. »

UNE SOCIÉTÉ, EN CAUSE

Comment expliquer cette transformation stupéfiante ? Les explications sont diverses. Nous en avons eu un aperçu il y a quinze jours à *Apostrophes* l'émission télévisée où Ariès participait. Ziegler, sociologue suisse exposait une analyse marxisante, fortement contestée par le libéral Baechler. Sans doute, cette analyse est-elle fautive si elle se veut totalisante. Mais comment nier que la mort interdite résulte en partie d'un système de société productiviste, dominé complètement par la rationalité technicienne ? Mais à ce point, on se demande ce qu'un marxiste pourrait proposer à l'intelligence et à la sensibilité pour que cessant d'être tabou, la mort puisse de nouveau être apprivoisée. Ziegler, il est vrai, se déclare pour une sagesse humaniste où l'homme saurait considérer sereinement sa finitude. Une telle sagesse répondra-t-elle à la sourde angoisse de ce temps ?

Philippe Ariès, tout au long de cet ensemble d'essais qui constitue son livre, fait œuvre d'historien, décrit, compare, explique. Il se garde bien de prendre position. Ou s'il le fait, c'est occasionnellement. Pourtant la méthode même de l'historien n'est pas innocente et son différend d'interprétation avec Michel Vovelle qu'il expose dans la revue *Anthinea* (4) nous intéresse fort à ce propos. Il est tenté d'accorder, nous dit-il, plus d'importance que Michel Vovelle à l'inconscient collectif. Dieu sait si le mot est équivoque ! Clavel disait ici même : inconscient et cependant libre. En effet, en ce sens purgé de toutes les scories idéologiques modernes, on admettra que tout se joue au niveau d'un inconscient collectif, biologique et spirituel, où l'humanité, esprit et chair, est confrontée à ses énigmes et à ses mystères. Mais alors, la qualité d'une civilisation se juge à la façon avec laquelle cet inconscient se crée, réagit et inspire un art de vivre.

Gérard LECLERC

(1) Philippe Ariès : *Essais sur l'histoire de la mort en Occident* (Seuil).

(2) Rapporté par Ariès, selon le témoignage du Père Ribes des Etudes.

(3) *Laennec*, automne 1975, 12, rue d'Assas, Paris (6).

(4) B.P. 229, 75827 Paris Cedex 17.

la mort au travail

«Deux ouvriers ont été tués dans des accidents de travail vendredi 17 octobre ; le premier, M. Pierre Drant, quarante ans, porion au puits Wendel des Houillères de Lorraine, a été happé par une rame de berlines à la dérive ; le second, M. Umberto trente-sept ans, manœuvre sur le chantier de l'autoroute périphérique de Nice, a fait une chute de 80 mètres, une corniche du viaduc ayant cédé.»

Sèche, laconique, tragique, cette information ne mérite ordinairement qu'un bas de colonne dans «Le Monde». On se réserve pour le sensationnel, l'inédit. Mais un mois après «l'affaire Charette», qui se souvient encore du nom, de l'âge, des responsabilités familiales de celui dont la mort fut l'occasion d'un débat d'abord juridique ? Aujourd'hui même où à Moulins un juge d'instruction a fait placer sous mandat de dépôt le patron d'une entreprise de travaux publics à la suite d'un accident mortel du travail, autour de qui s'organise une nouvelle polémique ? Du juge d'instruction Mlle Chauveau, du chef d'entreprise M. Planche ou d'un certain M. Drygas mort au travail ?

Mort au travail comme 824 autres travailleurs de l'industrie du bâtiment et des travaux publics en 1973. Ce secteur économique est le plus touché avec près de 36 % de l'ensemble des accidents mortels dus au travail.

Chiffres minimes dira-t-on comparés à ceux des accidents mortels dus à la circulation routière. Mais si l'on fait volontiers le procès de l'automobile et de la folie homicide de certains conducteurs, le procès du travail s'aventure rarement dans le domaine de la sécurité.

Pourtant une analyse globale du phénomène s'impose quand on sait que, sans avoir tous la même gravité, 1.137.840 accidents du travail suivis d'arrêt se sont pro-

duits en 1973 atteignant dans leur chair plus de 8 % de la population salariale, soit pour l'économie française une perte de 29 millions de journées de travail (environ dix fois plus que le nombre de journées perdues du fait des grèves).

Mais une véritable politique de la sécurité du travail n'est mise en œuvre d'une manière systématique et efficace que dans un nombre limité d'entreprises. Certes des progrès ont été accomplis et depuis 10 ans le pourcentage d'accidents par rapport au nombre de salariés a diminué sensiblement. Cependant, en dépit d'une législation fort copieuse, malgré l'effort incessant et méritoire accompli par les fonctionnaires de l'Inspection du Travail, aucune évolution fondamentale satisfaisante n'est apparue.

C'est que l'accident du travail est admis de façon quasi-générale comme un **risque inhérent au travail**. Il est vrai que la malchance, l'imprévisible peuvent parfois être invoqués avec raison. Mais les victimes des accidents, frappés par la mort ou par des blessures aux séquelles graves, ne peuvent rendre responsables de leur sort la seule négligence.

L'HOMME ET L'OUTIL

Là n'est pas la vraie raison de l'accident du travail et surtout de sa fréquence. Elle se trouve plutôt dans une conception de l'entreprise qui place l'homme en posi-

tion passive vis-à-vis de l'outil. Sur la plupart des chaînes de montage, la place de l'homme est définie par la machine, sa qualification dérive de l'opération pour laquelle la machine a été conçue. En un mot c'est à l'homme qu'on demande de s'adapter à la machine. A ce stade, des mesures de sécurité seront souvent décidées par le bureau des méthodes puis imposées dans l'atelier —après explication ou non— aux ouvriers. Cela relève de la sécurité corrective dont les résultats sont plus qu'aléatoires.

Situation logique si l'on veut prendre conscience que dans l'entreprise industrielle actuelle le capital c'est d'abord la machine et que le travail n'est loué qu'en fonction de la rentabilité demandée à ce capital.

Une attitude plus positive, sans contester plus efficace, consisterait à **adapter l'outil à l'homme et non plus l'homme à l'outil**. Ainsi le problème de la sécurité du travail rejoint l'ensemble du problème du travail qui doit être pensé en plaçant l'homme au centre des réflexions.

Ainsi toute politique de sécurité la plus élaborée possible, est vouée à l'échec si elle se refuse à saisir la véritable dimension du problème. En revanche, en adaptant le travail à l'homme, au niveau de la conception de la machine —plus qu'à celui de la correction— au niveau du poste de travail et des modes opératoires, au niveau de l'environnement immédiat du poste de travail, on permettra de limiter au maximum le risque d'accident.

Mais cette action serait incomplète si sa responsabilité n'était prise en charge au niveau le plus élevé, celui du chef d'entreprise. L'action du chef d'entreprise comme celle de l'encadrement est en la matière primordiale. Et ce qui fait défaut la plupart du temps à nombre de chefs d'entreprises est cette capacité d'imagination qui permet de poser en termes efficaces le problème de la sécurité. Une telle défaillance combinée avec un **souci de la rentabilité exclusif de toute autre préoccupation** explique nombre d'accidents. La récente affaire de Moulins est sur ce point très révélatrice car elle concerne un secteur économique qui

combine parmi d'autres deux caractéristiques importantes en matière d'accidents du travail : outillage et modes opératoires le plus souvent désuets, forte présence de travailleurs immigrés. Ceci explique cela et particulièrement que les travailleurs immigrés qui représentent 21 % des effectifs de ce secteur subissent 36 % des accidents avec arrêt et 38 % des accidents graves.

UNE SANCTION SOCIALE

On admettra alors comme parfaitement justifiée l'inculpation d'homicide involontaire qui pèse sur M. Planche. Mais il y a moins de six mois un autre de ses ouvriers était mort au travail et pour la même inculpation ce patron avait été condamné à 1500 F d'amende. Peine trop légère diront certains. Il nous semble pourtant que la condamnation pénale, même plus lourde, plus sévère, n'est pas la sanction adaptée à ce problème. Une interdiction —au moins temporaire— de diriger une affaire serait pour le responsable d'un accident de travail une sanction plus redoutée et sans doute plus efficace.

Encore faut-il que les ouvriers, les employés de l'entreprise ne soient pas eux-mêmes pénalisés par une telle mesure. Le lock-out qui suivit l'incarcération de M. Chapron, l'arrêt de travail, plus ou moins volontaire, décidé après l'arrestation de M. Planche témoignent de la nécessité d'une démarche qui prenne en compte le risque que courent les travailleurs en ce domaine. **Risque accru actuellement par la crise économique et la crainte du chômage.**

Doit-on savoir gré à M. de Charette d'avoir permis, au travers d'une mesure contestée, que le grave problème de l'accident du travail soit brutalement placé au premier rang de l'actualité ? Sans vouloir trancher sur le fond d'un débat qui s'est rapidement éloigné du problème initial reconnaissons que la position du juge appelait une réaction de l'Etat. Et pas seulement celle exprimée par M. Lecanuet sur la question de la détention préventive !

P. D'AYMERIES.

la loi contre la justice

Bruay-en-Artois, affaire Charette, affaire... La justice et les juges défraient la chronique, quelquefois en accusateurs, le plus souvent en accusés. Et voici que les charges cosaques du prince Poniatowski viennent passionner et embrouiller un peu plus le problème.

Il y a dans l'opinion un désir irrépressible de justice. Mais de quelle justice ? On attend du juge qu'il soit l'arbitre, le justicier, le vengeur. On attend de l'institution judiciaire qu'elle rétablisse une concorde entre les citoyens, et pallie efficacement la détérioration chaque jour croissante du consensus social. Cette attente exigeante fait bon marché du fait que les juges sont des hommes avec leurs faiblesses et leur faillibilité.

Fait plus grave : la conception du rôle de l'Etat et de la nature de la Loi rend la tâche des magistrats impossible. L'Etat-justicier a étendu abusivement son domaine d'intervention. Il n'est plus un recours qui intervient en dernier ressort pour assurer à chaque citoyen sa part de liberté. Il est devenu un Etat bureaucratique qui fait de chaque domaine de la vie quotidienne un objet de législation et de réglementation. Le domaine des tribunaux d'Etat s'est de ce fait démesurément agrandi.

FRENESIE REGLEMENTAIRE

Qui trop embrasse mal étreint : il est impossible à l'Etat d'établir une législation cohérente en serrant les moindres aspects de la réalité française. En outre, les prurits réformateurs, le snobisme du changement conjugués à l'inertie et la stupidité congénitale des bureaux font que la loi est devenue dans le domaine pénal, mais plus encore en matière civile et administrative, une marqueterie incohérente.

En outre, les décrets d'application des lois triturent, déforment, mutilent les dites lois dans des sens divers et même contradictoires au fur et à mesure que les ministres se succèdent. Les magistrats sont donc bien en peine de trouver dans ce maquis des critères clairs pour rendre la justice. Songeons à l'in vraisemblable imbroglio qu'est le droit de l'urbanisme qui permet la mise au point de jurisprudences

parfaitement antinomiques d'une cour d'appel à l'autre.

MISERE

Et pour défricher ces taillis invraisemblables, la justice a des moyens dérisoires. Alors que la matière judiciaire s'enfle démesurément le budget de la justice et de la police réunis représentent à peine 0,63 % du budget général (y compris les revenus fournis par le travail des détenus). Le nombre des magistrats est donc totalement insuffisant. Un juge de l'application des peines qui a 1200 à 1500 « paroissiens » ne peut faire son travail sérieusement. Et les juges parisiens du divorce qui ont mathématiquement cinq minutes à consacrer à chaque audience de conciliation sont dans l'incapacité absolue de donner à cette procédure le caractère de prévention du divorce qu'elle devait avoir dans l'esprit du législateur.

Naturellement, l'étude des dossiers traîne en longueur. Il y a actuellement 7000 pourvois en instance devant la cour de cassation. Et les recours en conseil d'Etat contre l'arbitraire administratif sont examinés au bout de plusieurs années (1). Les communes dont le Trésorier Payeur Général du département refuse abusivement d'ordonnancer les dépenses ne pouvant obtenir justice des tribunaux administratifs dans un délai raisonnable préfèrent passer par les fourches caudines de ce représentant de l'Etat-Rivoli.

SERVILITE

Enfin, les magistrats, mal payés, doivent pour faire une carrière décente figurer le plus souvent possible sur le tableau d'avancement. Et, bien entendu, les sommets de la carrière sont parisiens. Il y a un premier président de la cour d'appel de Paris qui sommeille dans le cœur du moindre magistrat de province. Ce carriérisme suppose une docilité constante vis-à-vis du pouvoir et vis-à-vis de l'idéologie



Saint-Louis à son fils :

« Pour rendre la justice et faire droit à tes sujets sois loyal et roide, sans tourner ni à droite ni à gauche, mais toujours droit, et soutiens la plainte du pauvre jusques à tant que la vérité soit déclarée ».

implicite que diffuse la chancellerie par Ecole de la magistrature interposée. Cela donne des résultats souvent scandaleux : à une audience de flagrants délits, on a vu un inculpé qui avait tenté de tabasser un agent condamné à deux ans de prison ferme alors qu'un récidiviste qui avait détroussé un auto stoppeur avant de le rouer de coups n'écopait que quinze mois. Et deux Arabes qui avaient pillé une machine à sous ont eu droit à quinze mois alors que le député escroc Rives-Henrys ne fut condamné qu'à quatre mois.

Face à cette idéologie, le syndicat de la Magistrature a réagi souvent courageusement. Mais il n'a que trop tendance à opposer une idéologie contraire. Au mythe du flic et du patron affrontés à la canaille populaire cher aux ultra-réactionnaires de l'Union syndicale de la magistrature se substitue celui de la justice syndicale exercée collectivement contre l'ennemi de classe. Cela ne vaut pas mieux !

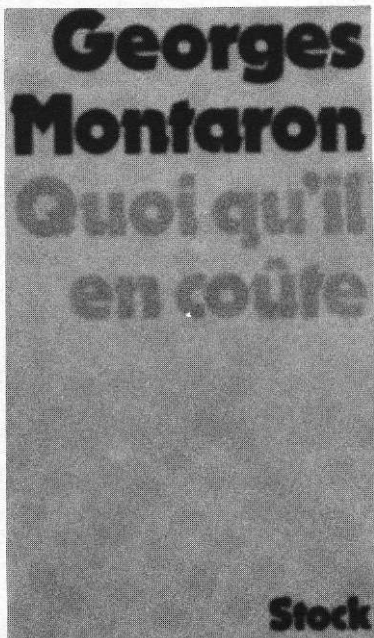
Face à ce bilan de faillite que peut-on proposer ? Une première médication à appliquer d'urgence, consiste bien sûr à revaloriser les carrières judiciaires et à mul-

tiplier le nombre des magistrats. Il est douteux cependant que le problème de la justice en soit résolu pour autant. Il devient urgent de limiter le domaine d'intervention de l'Etat. Cela suppose la multiplication des justices professionnelles et locales qui, connaissant mieux les problèmes de leurs administrés pourront juger avec plus d'équité et de façon moins mécanique. L'Etat gardera l'essentiel qui est en même temps le moins absorbant : veiller à ce qu'une région, une profession ne tombent dans une pratique juridique qui lésait systématiquement les humbles ou qui serait par trop contradictoire avec ce qui se fait dans le reste du pays. Le travail intelligent et clarificateur d'un chancelier d'Aguesseau synthétisant et unifiant sans les uniformiser les droits coutumiers de l'Ancien Régime doit inspirer le législateur. Encore faut-il que l'Etat refasse sien l'idéal de juge apaiseur qui fut celui de St Louis.

Paul MAISONBLANCHE

(1) En 1973, le conseil a rendu un arrêt cloturant une affaire ouverte en ... 1958 !

lire



georges montaron témoigne

Témoignage chrétien... ! Tout un programme, et surtout une histoire qui se confond avec trente années de vie française et de luttes dans l'Eglise. Trente ans et plus, car il ne faut pas l'oublier « T. C. » est né dans la Résistance.

Son premier numéro diffusé clandestinement au péril de la vie de ses distributeurs contenait le fameux texte du père Fessard : **France prends garde de perdre ton âme...** Cette histoire racontée par son directeur Georges Montaron, avec le style direct qu'on lui connaît (le livre résulte d'entretiens avec notre confrère Noël Copin), on devine que cela ne manque pas de relief, de couleurs, ici et là d'un brin d'humour et de quelques savoureuses anecdotes. Evidemment, le simple nom de **Témoignage Chrétien** résonne comme un défi, pour certains comme une provocation. **T.C.** cela évoque un côté de la barricade, un camp. Pourtant ses adversaires auraient tort de se crispier dans leur répulsion. On ne perd jamais son temps lorsqu'il s'agit de mieux connaître celui qui est en face. A fortiori, quand il révèle son jeu, ses convictions avec autant de liberté que dans un récit où la règle veut que l'on ne triche pas. Et dans le genre, la tricherie ne pardonne pas. Le faux témoin se disqualifie sur le champ.

Or Georges Montaron est un vrai

témoin, formé par cette Jeunesse Ouvrière Chrétienne dont il parle avec quelque émotion. Et on le comprend. La J.O.C., quelle épopée ! « Nous ferons chrétiens, nos frères. Nous bâtirons la chrétienté. » Au cœur de cette France que les abbés Godin et Daniel découvraient comme un pays de mission, de jeunes chrétiens témoignaient du Christ dans la fraternité ouvrière, à l'usine, dans leur banlieue. Ils retrouvaient une ferveur d'Eglise des origines. Et d'ailleurs n'auraient-ils pas eux aussi leurs martyrs, bientôt au S.T.O. par exemple ou dans la clandestinité. D'eux allait naître une autre épopée, celle des prêtres ouvriers dont on oublie que les premiers furent des saints.

Georges Montaron, né sur « les fortifs » a été entièrement formé par la J.O.C. C'est elle qui en a fait ce directeur d'hebdomadaire, en même temps d'ailleurs que ce gestionnaire d'une entreprise de presse, qui se bat tous les jours pour garder les moyens de sa liberté. On conviendra que la réussite est belle, ce n'est pas la seule de la J.O.C. qui fut une prodigieuse école. (Montaron cite même le cas d'un P.D.G. d'une société fort importante qui fit également ses classes dans le mouvement).

Le reste, c'est-à-dire toute l'histoire de **Témoignage Chrétien**, on a envie d'écrire que c'est connu. L'Indochine, l'Algérie, chrétiens de gauche et de droite, progressistes et intégristes, Vatican II, etc. Oui, c'est connu, mais comme ce connu

reprend vie raconté de l'intérieur, avec la flamme du combattant, la tendresse du compagnon, la fougue du « quoi qu'il en coûte ».

Je me suis laissé aller à la sympathie, masquant mes désaccords. Mais que seraient-ils, si auparavant on n'avait pas tenté de comprendre ? La justice certes et la vérité. Mais Montaron est-il sûr qu'elles soient aussi sûrement toujours du même côté ? A le lire, on croirait que l'abomination, la torture sont immanquablement d'un seul camp et que dans l'autre réside la pureté du juste. Et puis, est-il en droit de triompher de ses victoires ? Laissons l'Algérie et les pieds noirs à leurs lentes cicatrises. Mais l'Indochine ? Montaron peut-il vraiment être l'inconditionnel d'Ho-chi-minh et de ses émules. Laissera-t-il tomber un voile pudique sur les déplacements de

population du Cambodge, et le régime policier d'Hanoï. Un honnête homme comme Olivier Todd ne le peut pas. Non, malheureusement la politique n'est pas toujours le terrain d'affrontement sans équivoque de la vérité et de l'erreur, de la justice et du mal. Montaron n'évite pas toujours le manichéisme, et certaines de ses positions sociales en souffrent. Enfin, c'est le point le plus crucial, est-il vraiment sûr que la J.O.C. et le courant qu'elle symbolise ont gardé la flamme missionnaire des origines ? Une question que l'on aimerait évoquer avec lui prolongeant cette conversation où l'on a souvent envie de se joindre.

Gérard LECLERC

Georges MONTARON : Quoi qu'il en coûte. Stock.

naf forum

l'après franco

Décidément l'Espagne nous aura valu un courrier abondant. Cette semaine nous publions la deuxième partie d'une lettre où notre correspondant après avoir souligné l'inutilité des manifestations anti-franquistes qui ont eu lieu en Europe se pose la question de savoir qui abattra Franco.

« Alors, secrètement, on pense aux Basques. Ce sont les seuls (avec les anarchistes) qui ont entamé un combat révolutionnaire contre le régime. Ils se sont débarrassés des bourgeois à redingote du Parti Nationaliste, ont flairé le vent et ont accueilli dans leur laboratoire insurrectionnel Fidel Castro, Che Guevara et Mao, pour partir ouvertement à l'assaut de la forteresse franquiste.

Pendant, que les démocrates de la gauche « sauvage » et de la droite « civilisée » se rencontrent dans des palaces et dressent des plans électoraux pour l'avenir, les Basques n'ont pas attendu. Ils ont déclaré la guerre au caudillo, faisant des morts, ayant eux-mêmes des victimes. Mourir pour la patrie n'est pas un vain mot pour ces combattants de la nuit.

Quelle est leur patrie ? Ce n'est pas l'Espagne mais le Pays Basque, Euzkadi avec comme capi-

tale Bilbao. Quelques mois d'indépendance en 1936 font rêver encore plus fort la nouvelle génération qui n'a pas connu cette courte période de liberté. Tandis que les opposants à Franco aspirent à une Espagne libre, socialiste, démocratique, à une société sûrement différente mais dans le cadre de l'Espagne.

Franco disparu, la confusion se dissipera. Les séparatistes basques seront obligés de proclamer que leur combat est essentiellement anti-espagnol et que Madrid est la capitale de l'ennemi. En Espagne on fait fi des nuances. C'est le pays de l'ombre et de la lumière. On ne débat pas du régionalisme sous le soleil de la Castille qui a l'habitude de briser les résistances pour préserver aveuglément l'unité du pays.

Michel de Castillo écrivait un jour « la Castille domine mais ne comprend pas ». Mais à force de dominer sans comprendre l'édifice peut s'effondrer un jour dans le fracas de l'anarchie.

André VIEUZAC
(Gironde)

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

un message politique

Patron et socialiste, difficile problème d'identité pour un homme soucieux, peut-être avant tout, d'efficacité. Mais quand ce socialiste, cet homme de gauche, se situe volontairement « loin des idéologies bureaucratiques et de la social-démocratie », quand ce patron est celui de LIP, le témoignage force l'attention, l'aventure individuelle passionnée, la réussite se révèle riche d'enseignements.

Et pourtant, disait M. Messmer, « **LIP c'est fini** ». Mais c'était sans compter sur la volonté de vaincre de ces hommes luttant d'abord pour leur emploi, bien sûr, mais aussi pour la reconnaissance de leur dignité de travailleurs. C'était sans compter sur la volonté audacieuse d'un jeune directeur de Publicis, ancien vice-président de l'U.N.E.F., ancien dirigeant du Club Jean Moulin.

En se lançant dans l'aventure LIP, Claude Neuschwander ne rompt pas avec son passé. Au contraire il trouve là un défi à sa mesure, à la mesure de ses idées. « **J'aime les missions impossibles** », avoue-t-il, et il lui fallait ce goût du risque, cette volonté de réussir, cette intuition d'entreprendre une aventure unique pour le pousser à s'intéresser à LIP. Dix-huit mois plus tard il est encore prématuré de parler de succès complet ; mais le redressement est acquis, la survie de l'entreprise — et de ses travailleurs — est certaine.

On serait tenté de l'expliquer en faisant appel à cette « **capacité d'intelligence politique, de courage, d'imagination** » que Claude Neuschwander attribue à Antoine Riboud — dont l'aide lui fut précieuse — et qu'il possède lui-même à un degré élevé.

— **Courage**, il n'en a pas manqué pour abandonner l'espoir de la succession de Marcel Bleustein-Blanchet pour la dure réalité de celle de Fred Lip.

— **Imagination**, elle fut et reste toujours présente, de la mise au point du plan de sauvegarde de l'entreprise à celle de sa politique commerciale (rappelons-nous ce slogan publicitaire : « **Rien ne se fait bien sans passion** »). Cette imagination on la trouve aussi dans ses rapports — plus difficiles qu'on ne le pense — avec les syndicats, avec les travailleurs de l'entreprise.

— **Intelligence politique** surtout et pas seulement dans cette capacité d'allier sans déchirement apparent management et socialisme. Ainsi Claude Neuschwander fait de

l'utilité sociale l'objectif ultime de la publicité, dont il connaît bien les faiblesses sinon les tares. Il en fait même la raison d'être de l'entreprise en général. Son opposition au « **parasitisme social** » l'engage ainsi dans la définition d'une entreprise plus humaine, d'une « **économie de la fraternité** » d'une nouvelle forme de responsabilité sociale enfin.

L'idée qu'il se fait de sa fonc-

tion, son souci de l'efficacité correspond bien à la réalité d'un monde que les schémas idéologiques recouvrent mal. Exemple parmi d'autres, ce souci d'améliorer les conditions de travail en refusant la fausse contradiction de la « **récupération** ». Car le chemin de l'aliénation à l'autogestion passe par de telles étapes transitoires. Cette autogestion peut faire bon ménage avec l'efficacité si elle est débarrassée de ce romantisme idéologique qui en donne une image caricaturale. Et Claude Neuschwander souligne avec raison que si l'on veut échapper aussi bien « **au bain de sang à la chilienne qu'à la chape bureaucratique soviétique** »

tout projet de société doit s'appuyer sur une étude de la transition. Telle est la leçon primordiale de ce livre, de cette aventure qui nous signifie qu'être révolutionnaire ne peut « **être opter pour l'échec éternel** ».

Sa lecture s'impose alors à tout militant convaincu qu'un projet politique répondant aux aspirations d'un peuple et donnant un sens à ses luttes, doit inspirer confiance non seulement par ses idées mais aussi par son action quotidienne.

P. D'AYMERIES

Claude Neuschwander, « *Patron, mais...* » Entretiens avec Bernard Guetta - Editions du Seuil.

lettres

Le monde de 2024 n'est pas rigolo, non pas comme on l'a cru en 1975, parce que c'est une terminerie surpeuplée de petits robots aussi ingénieux, qu'insensibles, mais, comme nous le raconte le narrateur du livre de Jean Dutourd 2024 (1), parce qu'il est vide, vieux, lézardé, moche, à moitié mort, et dérisoire. La contraception a tué chez la femme l'instinct maternel ; l'enfant est devenu une rareté ; la moyenne d'âge est soixante-dix ans. Résultat : le monde est peuplé de retraités, tout rouille, casse, s'effrite. On ne rencontre plus que des squelettes qui se donnent la comédie de la vie. Tout est répugnant : les vieux gratte-ciels délabrés, les rues couvertes de fiente de pigeons, les visages flétris.

Chaque pays a pris un chemin différent ; le résultat est le même. La Chine y est arrivé par le maoïsme, la Russie par le Goulag, les U.S.A. par la technologie. La France a conjugué « le bureaucratisme soviétique avec la technologie américaine, autrement dit » a multiplié « **la nocivité des chefs de bureau par l'usage des ordinateurs** » (p. 55).

Les causes de ce désastre sont multiples. L'auteur les recherche évidemment dans le « **stupide XX^e siècle** ». Il y a la lassitude, le défail-

tisme ; ainsi Paris a pris l'habitude de débaptiser le nom de ses rues pour célébrer les défaites ou les auteurs de nos défaites : le square d'Ajaccio est devenu le square Giap ; il y a les rues de Trafalgar, Bismarck, Lecanuet, etc. Autre cause : la démesure et l'athéisme, ce qui d'ailleurs revient au même. Passer la mesure, c'est refuser d'accepter les limites de la condition humaine, c'est refuser de traiter avec humilité la Création et donc Dieu.

On voit que ce livre décape l'esprit, à une époque où les livres d'anticipation inculquent soit l'espérance béate d'un avenir idyllique, c'est-à-dire le mythe du progressisme, soit la crainte tout aussi béate de la surpopulation. 2024 est à mi-chemin entre le roman et l'essai, la méditation et la représentation de la vie ; ce genre impossible à définir (ça n'a pas du tout la sécheresse du conte philosophique) est d'ailleurs celui où excelle Dutourd.

Puis ce livre est tonique ; il décrit des horreurs et pourtant nous fait du bien. C'est un extraordinaire hymne à l'enfance et à la vie. Et le style de l'auteur est ici à son point de perfection ; à la fois très naturel, très familier et très soutenu, toujours gai, avec quelque

chose de moelleux et de fondu. Citons une « **extase dans la nature** » qui a les caractéristiques d'une belle page : un thème éternel, un style neuf.

Le narrateur, lassé du Paris délabré et puant de 2024, se promène au bois de Boulogne retourné à la nature et est surpris par l'orage : « **Moi qui me sens d'ordinaire si pauvre et si démuné, non parce que je manque d'argent, mais parce que je manque d'années, j'eus soudain, sous les trombes d'eau, la certitude d'être riche comme Crésus, de crever de richesse, d'être riche pour l'éternité. Dieu était là. Il me coulait dans le cou, il était ce froid délicieux sur mes mains et sur mon nez, il était ces effluves de terre et d'arbres qui nettoyaient mes poumons, il était les éclairs, il était le tonnerre, le fracas de la pluie qui ravissaient mes oreilles. Et un peu plus tard, quand l'orage s'est calmé, Dieu a été le soleil qui s'est remis à briller, qui a fait fumer mes vêtements, qui m'a brûlé comme un fer à repasser, qui m'a séché en un clin d'œil** » (p. 132-133).

Bernard LECONTE

(1) Editions Gallimard.

11 novembre

Bien que Bertrand Renouvin nous ait assuré dernièrement que les importants problèmes de la défense nationale seraient abordés dans ce journal par les meilleurs spécialistes de ces questions, je n'en attendais pas moins, avec impatience, le débat qu'Alain Jérôme nous proposait le 11 novembre, à la suite de la projection du film « Trois de Saint-Cyr » et qui avait pour thème « Armée de toujours et militaires d'aujourd'hui ».

Sans illusion sur le contenu du débat, j'espérais, pour notre plaisir, compter les coups que ne devaient pas manquer de se porter les participants, participants dont le choix, il faut bien l'avouer, m'avait laissé rêveur. Et voilà que ma page a failli rester blanche, l'émission n'ayant pu se dérouler, à cause de la présence dans les locaux de la T.V. d'une quarantaine de manifestants qui entendaient protester contre la présence de Krivine, parmi les invités à l'émission.

Qu'aurait été ce débat ? Sans crainte de me tromper beaucoup, je pense qu'il est assez facile d'imaginer — et l'on me pardonnera cette formule un peu facile — que l'armée française en aurait pris pour son grade, sans avoir les moyens de se défendre. Ah la grande muette, marcher et se taire. Le général Weygand n'a-t-il pas écrit, dans sa monumentale histoire de l'armée française : « Accomplir son devoir quoi qu'il puisse en coûter, y sacrifier sa réputation

au besoin, car elle n'est que la façade de l'honneur ».

Armée insultée, bafouée chaque jour un peu plus et qui apparaît à trop de nos concitoyens comme un luxe inutile, au moment où le refus de tout ce qui est français est un gage de distinction et de progrès. J'exagère ? Allons-y voir de plus près.

Lundi 10 novembre sur FR 3 l'Humanité Rouge nous explique que notre avenir est albanais ; l'Albanie, phare du monde ! rien que ça. Mardi 11, même chaîne, même heure, quatre nigauds solennels essaient de nous convaincre que notre avenir est européen ; et un certain M. Valabrègue, rêveur lunaire, nous déclara en ce jour officiellement considéré comme symbole de l'indépendance nationale : « La souveraineté de nos Etats est anachronique. » Je ne voudrais pas être méchant, mais s'il y avait un anachronisme en cette émission, c'était bien ce Valabrègue, étrange sosie du général Spinoza, le monarque aristocratique vissé à l'œil.

A la télévision encore, l'effarante nouvelle donnée selon laquelle le curé de Fanneck en Moselle, approuvé par certains de ses confrères assimile les drapeaux des anciens combattants à des fanions de majorettes. Rage de tout salir, tout avilir, tout profaner. Est-il nécessaire de parler à ces curés de charité, de compréhension, d'un peu d'amour lorsqu'il est évident, au su de pareilles déclarations, que la lecture du bréviaire a été manifestement remplacée par celle d'Hara Kiri qui, lui au moins, ne se pose pas en guide spirituel.

Et l'on a dû rire de bon cœur, mardi soir, dans certains presbytères de Moselle, en regardant « Trois de Saint-Cyr », ce film médiocre qui a si mal vieilli, lorsque

le drapeau français, dans une scène bien mélodramatique, est venu recouvrir le corps du Lieutenant Le Moyne, mort au pied de sa mitrailleuse.

Eh bien, mes Révérends Pères, moi je n'ai pas ri ; j'en avais le cœur crevé de tristesse. Je ne voudrais pas transformer cette chronique en une succession de souvenirs personnels, mais cette histoire sera courte.

Il s'appelait Hatton, ce jeune vosgien ; il n'était pas très beau, une carcasse énorme, taillée à coups de serpe, aurait-on dit ; certains camarades se moquaient quelquefois de cet original qui, chaque soir, récitait son chapelet au pied de son lit. Il était royaliste de cœur et de raison et je me souviens encore des commentaires qu'ensemble nous faisions de « la

politique » hebdomadaire de Boutang dans la « Nation Française » naissante, nos espérances communes...

Puis il est parti pour cette Afrique du Nord qu'ensanglantait la rébellion. Un jour, la nouvelle m'est arrivée. Le petit poste qu'Hatton commandait, en grande Kabylie, était tombé. Lui seul était mort, ses quelques tirailleurs et suppléants avaient rejoint leurs frères qu'une politique stupide avait détaché de la France. On a trouvé sa tête ficelée dans le drapeau du poste, comme par un sinistre défi. C'était bien fait pour lui, n'est-ce pas mes Révérends ? Il n'avait qu'à s'engager dans la clique des majorettes de son village, Chenimenil dans les Vosges.

Michel FONTAURELLE

la mauvaise humeur

les deux truies du lundi

Deux hebdomadaires chaque lundi (1) se disputent la clientèle qui prétend penser en France : « Le Nouvel Observateur », « l'Express ». Les jeunes cadres méchants — du moins ceux qui ont sans déchirement accepté le système et leurs épouses oisives y trouvent un digest de tout ce qu'il faut savoir pour être à la page.

Etre à la page cela veut dire connaître les devoirs du consommateur de haut standing. Connaître quel est le parfum « in », la cigarette « smart » ou la résidence de super-luxe à 450 000 F le trois-pièces dans laquelle on jouira d'une vue panoramique sur vingt-trois arbres et 1 200 m² de pelouse. 80 % du journal y sont consacrés.

Etre à la page, c'est aussi pouvoir babiller sur la politique, la dernière mode philosophique, le film ou le livre en vogue. Ainsi pourra-t-on jouer au sociologue ou à l'historien en bridgeant avec le directeur du marketing ou en couchant avec son épouse. La préoccupation numéro un du « Nouvel Observateur » et de « l'Express » semblent être en effet de rendre un peu plus opérationnels les zizis

des lecteurs. La cantharide rédactionnelle varie. Tantôt c'est « l'Express » qui publie les meilleures photos de B.B. après celles d'histoire d'O ; tantôt, c'est le « Nouvel Observateur » qui publie en bonnes feuilles des extraits de « Montailou village occitan » d'Emmanuel Leroy-Ladurie. Ce livre, un authentique chef-d'œuvre, est l'étude ethnologique d'un village du XIV^e siècle. Il comporte bien sûr une étude (d'après les documents d'un inquisiteur) des comportements sexuels. Ce chapitre prend trente cinq pages sur plus de six cents dans le livre... et 90 % des « bonnes feuilles ».

A propos d'ethnologie, il faut quand même reconnaître que les deux principaux hebdomadaires du lundi constitueront pour les historiens futurs de notre société mutilée et avilie un document irremplaçable. C'est par le cul que l'on prend la température d'un organisme malade.

A.F.R.

(1) Pour ne rien dire du « Point » dont l'implantation et l'avenir sont encore relativement problématiques.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs
Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 192.14

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Design graphic

62, Bd de Belleville - Paris (20^e)

naf en mouvement

le groupe audiovisuel

Depuis le début de la N.A.F., et plus particulièrement depuis les élections présidentielles nous avons ressenti la nécessité de disposer d'un groupe audiovisuel. Créé très empiriquement il y a quelques mois ce groupe a diverses fonctions. Il dispose d'un magnétoscope et d'un écran de contrôle. La préparation et l'entraînement pour nos passages à la télévision ont été ses premières préoccupations. Il est en train de réaliser d'autre part, plusieurs films de présentation de la N.A.F. qui pourront être projetés sur écran de télévision

au cours de réunions privées chez un adhérent qui aura réuni à cette occasion quelques amis. Enfin, depuis le mois de septembre, il a aussi pour charge de fournir à la rédaction du journal les illustrations et photos qui paraissent dans la N.A.F.

Dans cette dernière tâche tous nos lecteurs peuvent beaucoup aider le groupe audio-visuel. Il recherche en effet des documents photographiques pour compléter ses archives :

— Photos de personnalités politiques ou mises en vedette par l'actualité (Defferre, le juge Cha-

rette, Jean Hedern-Hallier...);

— Photos caractéristiques de leur région : ports de pêche, calvaires bretons, volcans d'Auvergne, vieux port de Marseille...;

— Photos d'événements locaux pouvant avoir un retentissement national : manifestations d'autonomistes, grèves, occupation d'usines (prendre les banderoles, les inscriptions, le nom de l'usine);

— Photos caractéristiques de pays étrangers : Maison Blanche de Washington, place Rouge de Moscou, le Capitole de Rome...

Nous faire parvenir les négatifs noir et blanc (tous formats),

les pellicules non développées, ou les tirages sur papier (une photo 13 x 18 et une 18 x 24 de chaque vue). Nous signaler si l'on accepte de céder les négatifs ou si l'on désire qu'on les renvoie. A titre de dédommagement, nous renverrons 3 bobines 36 vues 24 x 36 noir et blanc ou une bobine 36 vues couleur diapo développement compris pour deux bobines utilisables que l'on nous enverra développées ou non.

Le groupe audio-visuel compte sur vous et vous remercie d'avance.

MERCREDI DE LA N.A.F.

Mercredi 26 novembre : la centralisation contre l'unité nationale : les départements et territoire d'Outre-Mer par J.-A. Mourgue et la Corse par A. Fabre.

Cette réunion suivie d'un débat aura lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, Paris (4^e) (salle du 2^e étage).

vient de paraître: philippe vimeux

le comte de paris ou la passion du présent

Prix : 26 F (franco 29 F) - C.C.P. I.P.N. 34 874 76 A La Source

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

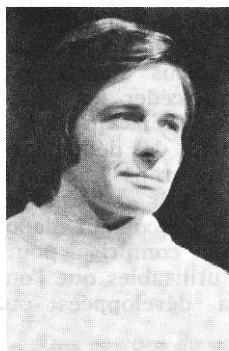
Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

éditorial



par
bertrand
renouvin

giscard l'américain

Ne devrions-nous pas être rassurés ? Sur trois grandes pages de journal et en un entretien télévisé, le Président de la République nous a expliqué sa politique extérieure. Enfin ! Car nous commençons à nous demander si les promenades exotiques, les petits déjeuners à la bonne franquette et les rencontres « au sommet » ne masquaient pas le néant d'une politique parée des plus chatoyantes couleurs.

Il est vrai que le septennat avait commencé par la signature d'une « charte de l'Atlantique » dangereuse dans sa lettre et dans son esprit, même si elle n'entraînait, dans les faits, aucune conséquence fâcheuse pour notre indépendance militaire. Il est vrai que la rencontre de Camp David et le sommet franco-américain de la Martinique semblaient traduire un rapprochement inquiétant avec une puissance impérialiste et notoirement subversive. Mais ne fallait-il pas, dans l'esprit « mondialiste » prôné par Valéry Giscard d'Estaing, « décriper » des relations trop longtemps tendues ? D'autant plus que, sans s'aligner le moins du monde, la diplomatie française proclamait hautement la nécessité d'un dialogue sur l'énergie où le Tiers-Monde pourrait faire entendre sa voix.

SIGNES

Et puis enfin, depuis un an, la France ne poursuivait-elle pas de façon éclatante sa politique méditerranéenne et plus particulièrement arabe ? Les voyages présidentiels en Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Grèce, la visite de M. Sauvagnargues en Yougoslavie,

celle de M. Chirac à Bagdad, l'installation officielle de l'O.L.P. à Paris ne renforçaient-ils pas des amitiés heureusement nouées par le général de Gaulle ?

Quelques mois à peine après la spectaculaire tournée maghrébine, on apprend avec surprise que le contentieux franco-algérien ne cesse d'augmenter — tandis que certain ministre s'efforce de détruire par tous les moyens l'amitié entre la France et l'Algérie. Un an après la visite de J. Chirac en Irak, on découvre que son collègue d'Ornano s'est ingénié à torpiller les contrats passés avec Bagdad, au profit des techniques américaines.

Que dire de la lamentable affaire Claustre, et de ses répercussions sur notre politique africaine ? Que dire de l'immobilité diplomatique française dans les dernières semaines de la guerre du Vietnam ? Et n'oublions pas l'échec de la conférence préparatoire sur l'énergie, ou les pitoyables résultats de la visite de Giscard à Moscou. Ou encore le grotesque des « sommets » d'une « Europe » dont personne ne respecte plus les règles. Sans compter — mais qui s'y intéresse ? — la réduction des postes de coopérants techniques et l'extinction progressive de la voix de la France sur les ondes.

PRODIGES

Tel est le bilan de dix-huit mois de diplomatie « mondialiste ». Un bilan discret, feutré, léger aux esprits distraits qui n'ont pas la patience ou le temps de tenir le compte des succès et des échecs. Car le giscardisme repose pour l'essentiel sur la perfection formelle du discours et du geste. Qui n'applaudirait pas la performance de l'artiste, dans son bel habit de gala ? En équilibre sur son fil il agite un drapeau tricolore en murmurant les mots qui rassurent. Quel métier, quelle sûreté et quelle audace ! Mais les paillettes scintillent sur un vêtement râpé. Le discours tient à quelques ficelles naguère apprises à l'E.N.A. Le saut périlleux n'est qu'une chute camouflée et le regard si droit ne fixe que le vide. Pourtant, dans ce spectacle permanent, comment échapper à la fascination d'une si belle succession d'instantanés ? Au cirque, quand paraissent les clowns, on se soucie peu que l'équilibriste ait glissé sur une peau de banane.

Ainsi, la semaine dernière, Valéry Giscard d'Estaing a fait de bien belles déclarations. Parfaitement claires. Nettement patriotiques. Absolument cohérentes. A ceux qui l'accusaient de réintégrer peu à peu l'O.T.A.N., le Président a affirmé la nécessité de la force de dissuasion. Et aux mauvais esprits qui

lui reprochaient de ne pas avoir de politique étrangère, il a dégagé quatre « lignes de force ». Alors ?

Alors, sans revenir cette semaine sur les questions de défense nationale, il faut s'inquiéter de cet effort nouveau consenti en faveur des forces classiques qui, comme l'a montré le général Gallois, pourrait nous conduire à des borborygmes militaires ou à des massacres sans augmenter d'un pouce la sécurité de la France.

Alors, au-delà des mots magiques, il faut comprendre que les « lignes de force » présidentielles ne soutiennent rien et ne mènent à rien — sauf la dernière.

— *La volonté d'indépendance ?* Elle serait plus claire si M. Giscard d'Estaing ne laissait pas détruire ou vendre nos industries de pointe, et si le gouvernement était purgé des émules du général Stehlin.

— *L'organisation de l'Europe ?* Le Président de la République se moque du monde : il sait bien que l'Europe est moribonde, les neuf pays de la « Communauté » n'étant même pas présents à la réunion de Rambouillet.

— *La politique de détente ?* C'est le sirop douçâtre qu'on ingurgite tous les matins depuis le début de l'âge nucléaire, qui interdit la guerre mondiale tout en permettant le jeu sanglant des impérialismes, au Proche-Orient comme ailleurs.

— *La solidarité avec les pays développés ?* Là c'est sérieux. C'est l'esprit de Camp David et de la Martinique qui se retrouve à Rambouillet. On est entre soi. C'est-à-dire entre riches. On est du même monde. C'est-à-dire entre occidentaux. Peu importe les déclarations sentimentales sur le Tiers-Monde et les ronds de jambe aux Arabes. A Rambouillet, ce sont les chefs du camp capitaliste qui sont réunis. Avec la hiérarchie propre à leur clan : en haut le maître américain, et juste au-dessous le grand frère allemand. Puis le gentil Giscard qui joue les seigneurs mais qui est le dindon de la farce.

Car il s'agit bien d'une farce. A hurler de rire, ou de colère. Les promesses sur le libre-échange ? Mais l'Amérique est féroce protectionniste et entend le rester ! Les serments sur la stabilité du dollar ? Mais les Etats-Unis vivent, prospèrent et conquièrent grâce aux mouvements vertigineux de leur monnaie ! Les sourires au Tiers-Monde ? Mais c'est pour mieux l'exploiter, comme d'habitude. Finie la comédie. Le brillant équilibriste, le champion de l'indépendance, le théoricien du mondialisme a rejoint son camp : celui de l'impérialisme américain. Mais en était-il jamais sorti ?

Bertrand RENOUVIN